

SENATO DELLA REPUBBLICA

X LEGISLATURA

N. 1886

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(ANDREOTTI)

di concerto col Ministro dell'Interno

(GAVA)

col Ministro di Grazia e Giustizia

(VASSALLI)

col Ministro del Tesoro

(AMATO)

e col Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale

(FORMICA)

(V. Stampato Camera n. 3526)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 27 settembre 1989

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza il
28 settembre 1989*

Accettazione degli emendamenti all'Atto costitutivo del Comitato intergovernativo per le migrazioni, adottati a Ginevra nella 55^a sessione del Consiglio del Comitato stesso, con la risoluzione n. 724 del 20 maggio 1987

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad accettare gli emendamenti all'Atto costitutivo del Comitato intergovernativo per le migrazioni, adottati a Ginevra nella 55^a sessione del Consiglio del Comitato stesso, con la risoluzione n. 724 del 20 maggio 1987.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli emendamenti di cui all'articolo 1 a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 30 dell'Atto costitutivo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.



INTERGOVERNMENTAL COMMITTEE FOR MIGRATION (ICM)
COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS (CIM)
COMITÉ INTERGUBERNAMENTAL PARA LAS MIGRACIONES (CIM)

COUNCIL
CONSEIL
CONSEJO

CINQUANTE-CINQUIÈME SESSION
(EXTRAORDINAIRE)

MC/1555

20 mai 1987

RESOLUTION No 724 (LV)

AMENDEMENTS A L'ACTE CONSTITUTIF

(adoptée par le Conseil à sa 364ème séance, le 20 mai 1987)

Le Conseil,

Rappelant que l'Acte constitutif du Comité a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954,

Conscient qu'il importe d'amender l'Acte constitutif afin de permettre au Comité de disposer d'un cadre juridique approprié pour faire face à ses responsabilités internationales,

Rappelant sa résolution No 698 (LII) du 21 novembre 1985 par laquelle il avait décidé de créer un Groupe de travail ouvert comprenant des représentants des gouvernements membres intéressés dans le but d'examiner les propositions d'amendements à l'Acte constitutif du Comité présentées par l'Administration et par les gouvernements membres et pour formuler des recommandations à cet effet,

MC/1555

Page 2

Rappelant également sa résolution No 712 (LIV) du 26 novembre 1986 autorisant le Directeur général à convoquer les gouvernements membres en session extraordinaire du Conseil, lorsqu'il le jugerait approprié, en vue de prendre les mesures nécessaires au sujet des amendements proposés à l'Acte constitutif,

Ayant reçu et examiné les propositions d'amendements contenues dans le rapport du Groupe de travail soumis par le Directeur général (MC/1554),

Notant que la disposition de l'article 29, alinéa 1, de l'Acte constitutif, qui prescrit que les textes des amendements proposés à l'Acte constitutif soient communiqués aux gouvernements membres trois mois au moins avant leur examen par le Conseil, a été dûment respectée,

Considérant que les amendements proposés n'entraînent pas de nouvelles obligations pour les membres,

Agissant conformément à l'article 29, alinéa 2, de l'Acte constitutif,

Adopte les amendements à l'Acte constitutif tels qu'ils sont indiqués dans l'annexe à la présente résolution,* les textes français, anglais et espagnol étant également authentiques;

Invite les gouvernements membres à accepter ces amendements dès que possible conformément à leurs règles constitutionnelles respectives et à en informer le Directeur général en conséquence. ,

* Les amendements sont soulignés dans l'annexe à des fins pratiques.

ANNEXE

CONSTITUTION

DE

L'ORGANISATION INTERNATIONALE

POUR LES MIGRATIONS

CONSTITUTION *

PREAMBULE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,RAPPELANT

la résolution adoptée le 5 décembre 1951 par la Conférence des migrations de Bruxelles,

RECONNAISSANT

que l'octroi, à une échelle internationale, de services de migration est souvent requis pour assurer le déroulement harmonieux des mouvements migratoires dans le monde et pour faciliter, dans les conditions les plus favorables, l'établissement et l'intégration des migrants dans la structure économique et sociale du pays d'accueil,

que des services de migration similaires peuvent également être requis lors de migrations temporaires, de migrations de retour et de migrations intra-régionales,

que la migration internationale inclut également celle de réfugiés, de personnes déplacées et d'autres personnes contraintes de quitter leur pays et qui ont besoin de services internationaux de migration,

* Le présent texte incorpore dans la Constitution du 19 octobre 1953 du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (dénomination antérieure de l'Organisation) les amendements adoptés le 20 mai 1987 et entrés en vigueur le ...

qu'il importe de promouvoir la coopération des Etats et des organisations internationales en vue de faciliter l'émigration de personnes désireuses de partir pour des pays où elles pourront, par leur travail, subvenir à leurs besoins et mener avec leurs familles une existence digne dans le respect de la personne humaine,

que la migration peut stimuler la création de nouvelles activités économiques dans les pays d'accueil et qu'une relation existe entre la migration et les conditions économiques, sociales et culturelles dans les pays en développement,

que les besoins des pays en développement devraient être pris en considération en matière de coopération et d'autres activités internationales relatives à la migration,

qu'il importe de promouvoir la coopération des Etats et des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, en matière de recherches et de consultations sur les questions de migration, non seulement en ce qui concerne le processus migratoire mais aussi la situation et les besoins spécifiques du migrant en tant qu'être humain,

que le mouvement des migrants devrait, dans la mesure du possible, être effectué par les services de transport réguliers, étant entendu qu'il est nécessaire en certaines circonstances de recourir à des facilités supplémentaires ou différentes,

qu'une coopération et une coordination étroites doivent exister entre les Etats, les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, sur les questions de migration et de réfugiés,

qu'un financement international des activités liées à la migration internationale est nécessaire,

ETABLISSENT

l'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS, ci-après dénommée
l'Organisation, et

ACCEPTENT LA PRESENTE CONSTITUTION.

CHAPITRE I - OBJECTIFS ET FONCTIONS

Article 11. Les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont :

- a) de prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou qui, autrement, ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée;
- b) de s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, pour lesquels des arrangements pourront être faits entre l'Organisation et les Etats intéressés, y compris ceux qui s'engagent à les accueillir;
- c) de fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre assistance conforme aux buts de l'Organisation;
- d) de fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti;
- e) d'offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, un forum pour des échanges de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue de développer des solutions pratiques.

2. Dans l'accomplissement de ses fonctions, l'Organisation coopère étroitement avec les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales concernées par les questions de migration, de réfugiés et de ressources humaines afin, entre autres, de faciliter la coordination des activités internationales en ces domaines. Cette coopération s'exercera dans le respect mutuel des compétences des organisations concernées.

3. L'Organisation reconnaît que les critères d'admission et le nombre des immigrants à admettre sont des questions qui relèvent de la compétence nationale des Etats et, dans l'accomplissement de ses fonctions, il se conforme aux lois et règlements ainsi qu'à la politique des Etats intéressés.

CHAPITRE II - MEMBRES

Article 2

Sont membres de l'Organisation :

- a) Les Etats qui, étant membres de l'Organisation, ont accepté la présente Constitution suivant l'article 34 ou auxquels s'appliquent les dispositions de l'article 35;
- b) les autres Etats qui ont fourni la preuve de l'intérêt qu'ils portent au principe de la libre circulation des personnes et qui s'engagent au moins à apporter aux dépenses d'administration de l'Organisation une contribution financière dont le taux sera convenu entre le Conseil et l'Etat intéressé, sous réserve d'une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers et de leur acceptation de la présente Constitution.

Article 3

Tout Etat membre peut notifier son retrait de l'Organisation avec effet à la fin de l'exercice annuel. Cette notification doit être donnée par écrit et parvenir au Directeur général de l'Organisation quatre mois au moins avant la fin de l'exercice. Les obligations financières vis-à-vis de l'Organisation d'un Etat membre qui aurait notifié son retrait s'appliqueront à la totalité de l'exercice au cours duquel la notification aura été donnée.

Article 4

1. Si un Etat membre ne remplit pas ses obligations financières à l'égard de l'Organisation pendant deux exercices financiers consécutifs, le Conseil peut, par une décision prise à la majorité des deux tiers, suspendre le droit de vote et tout ou partie des services dont cet Etat membre bénéficie. Le Conseil a l'autorité de rétablir ce droit de vote et ces services par une décision prise à la majorité simple.

2. Tout Etat membre peut être suspendu de la qualité de membre par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers s'il contrevient de manière persistante aux principes de la présente Constitution. Le Conseil a l'autorité de restaurer cette qualité de membre par une décision prise à la majorité simple.

CHAPITRE III - ORGANES

Article 5

Les organes de l'Organisation sont

- a) le Conseil;
- b) le Comité exécutif;
- c) l'Administration.

CHAPITRE IV - CONSEIL

Article 6

Les fonctions du Conseil, outre celles indiquées dans d'autres dispositions de la présente Constitution, consistent à :

- a) arrêter la politique de l'Organisation;
- b) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Comité exécutif;
- c) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Directeur général;
- d) étudier et approuver le programme, le budget, les dépenses et les comptes de l'Organisation;
- e) prendre toutes autres mesures en vue d'atteindre les objectifs de l'Organisation.

Article 7

1. Le Conseil est composé des représentants des, Etats membres.
2. Chaque Etat membre désigne un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.
3. Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.

Article 8

Le Conseil peut, à leur demande, admettre des Etats non membres et des organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, qui s'occupent de migration, de réfugiés ou de ressources humaines, en qualité d'observateurs à ses réunions, dans les conditions qui peuvent être prescrites par son règlement. De tels observateurs n'auront pas le droit de vote.

Article 9

1. Le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par an.
2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire sur la demande :
 - a) du tiers de ses membres;
 - b) du Comité exécutif;
 - c) du Directeur général ou du Président du Conseil, en cas d'urgence.
3. Au début de chaque session ordinaire, le Conseil élit un Président et les autres membres du bureau dont le mandat est d'une année.

Article 10

Le Conseil peut créer tout sous-comité nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

Article 11

Le Conseil adopte son propre règlement.

CHAPITRE V - COMITE EXECUTIF

Article 12

Les fonctions du Comité exécutif consistent à :

- a) examiner et revoir la politique, les programmes et les activités de l'Organisation, les rapports annuels du Directeur général et tous rapports spéciaux;
- b) examiner toutes les questions financières ou budgétaires qui relèvent de la compétence du Conseil;
- c) considérer toute affaire qui lui est soumise spécialement par le Conseil, y compris la révision du budget, et prendre à ce sujet les mesures qui paraîtraient nécessaires;
- d) conseiller le Directeur général sur toute affaire que celui-ci pourrait lui soumettre;
- e) prendre, entre les sessions du Conseil, toute décision urgente sur des questions relevant de la compétence du Conseil, décisions qui seront soumises à l'approbation de ce dernier lors de sa session suivante;
- f) présenter au Conseil ou au Directeur général, de sa propre initiative, des avis ou des propositions;
- g) transmettre au Conseil des rapports et, le cas échéant, des recommandations sur les affaires traitées.

Article 13

1. Le Comité exécutif est composé des représentants de neuf Etats membres. Ce nombre peut être augmenté par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, étant entendu qu'il ne sera pas supérieur au tiers du nombre total des membres de l'Organisation.

2. Ces Etats membres sont élus par le Conseil pour deux ans et sont rééligibles.
3. Chaque membre du Comité exécutif désigne un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.
4. Chaque membre du Comité exécutif dispose d'une voix.

Article 14

1. Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an. Il se réunira, selon les besoins, afin d'exercer ses fonctions, sur la demande :

- a) de son président;
- b) du Conseil;
- c) du Directeur général après consultation du président du Conseil;
- d) de la majorité de ses membres.

2. Le Comité exécutif élit parmi ses membres un président et un vice-président dont le mandat est d'une année.

Article 15

Le Comité exécutif peut, sous réserve d'un éventuel réexamen par le Conseil, créer tout sous-comité nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

Article 16

Le Comité exécutif adopte son propre règlement.

CHAPITRE VI - ADMINISTRATION

Article 17

L'Administration comprend un Directeur général, un Directeur général adjoint ainsi que le personnel fixé par le Conseil.

Article 18

1. Le Directeur général et le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil à la majorité des deux tiers et pourront être réélus. La durée de leur mandat sera normalement de cinq ans mais, dans des cas exceptionnels, pourra être inférieure si le Conseil en décide ainsi à la majorité des deux tiers. Ils remplissent leurs fonctions aux termes de contrats approuvés par le Conseil et signés, au nom de l'Organisation, par le Président du Conseil.

2. Le Directeur général est responsable devant le Conseil et le Comité exécutif. Il administre et dirige les services de l'Organisation conformément à la présente Constitution, à la politique générale et aux décisions du Conseil et du Comité exécutif ainsi qu'aux règlements adoptés par eux. Il formule des propositions en vue des mesures à prendre par le Conseil.

Article 19

Le Directeur général nomme le personnel de l'Administration conformément au statut du personnel adopté par le Conseil.

Article 20

1. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur général, le Directeur général adjoint et le personnel ne doivent ni solliciter ni accepter d'instructions d'aucun Etat ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

2. Chaque Etat membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur général, du Directeur général adjoint et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

3. Pour le recrutement et l'emploi du personnel, les capacités, la compétence et les qualités d'intégrité doivent être considérées comme des conditions primordiales; sauf circonstances spéciales, le personnel doit être recruté parmi les ressortissants des Etats membres de l'Organisation, en tenant compte du principe d'une répartition géographique équitable.

Article 21

Le Directeur général assiste, ou se fait représenter par le Directeur général adjoint ou un autre fonctionnaire désigné, à toutes les sessions du Conseil, du Comité exécutif et des sous-comités. Le Directeur général, ou son représentant désigné, peut prendre part aux débats, sans droit de vote.

Article 22

Lors de la session ordinaire du Conseil qui suit la fin de chaque exercice financier, le Directeur général présente au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif, un rapport sur les travaux de l'Organisation, donnant un compte rendu complet de ses activités au cours de l'année écoulée.

CHAPITRE VII - SIEGE

Article 23

1. L'Organisation a son siège à Genève. Le Conseil peut décider, par un vote à la majorité des deux tiers, de transférer le siège dans un autre lieu.
2. Les réunions du Conseil et du Comité exécutif ont lieu à Genève, à moins que les deux tiers des membres du Conseil ou, respectivement, du Comité exécutif n'aient décidé de se réunir ailleurs.

CHAPITRE VIII - FINANCES

Article 24

Le Directeur général soumet au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif, un budget annuel comprenant les dépenses d'administration et d'opérations et les recettes prévues, des prévisions supplémentaires en cas de besoin et les comptes annuels ou spéciaux de l'Organisation.

Article 25

1. Les ressources nécessaires aux dépenses de l'Organisation sont constituées :

- a) en ce qui concerne la partie administrative du budget, par des contributions en espèces des Etats membres, qui seront dues au début de l'exercice financier auquel elles se rapportent et acquittées sans retard;
- b) en ce qui concerne la partie du budget relative aux opérations, par des contributions en espèces, en nature ou sous forme de services des Etats membres, d'autres Etats, d'organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, d'autres entités juridiques ou de personnes privées, contributions qui seront acquittées aussitôt que possible et en entier avant l'expiration de l'exercice financier auquel elles se rapportent.

2. Tout Etat membre doit verser à la partie administrative du budget de l'Organisation une contribution dont le taux sera convenu entre le Conseil et l'Etat membre concerné.

3. Les contributions aux dépenses d'opérations de l'Organisation sont volontaires et tout participant à la partie du budget relative aux opérations peut convenir avec l'Organisation des termes et conditions d'emploi de ses contributions en conformité avec les objectifs et les fonctions de l'Organisation.

4. a) Les dépenses d'administration au siège et toutes les autres dépenses administratives, sauf celles effectuées en vue des fonctions mentionnées à l'alinéa 1 c) et d) de l'article 1, seront imputées sur la partie administrative du budget;
- b) Les dépenses d'opérations ainsi que les dépenses administratives effectuées en vue des fonctions mentionnées à l'alinéa 1 c) et d) de l'article 1 seront imputées sur la partie du budget relative aux opérations.
5. Le Conseil veillera à ce que la gestion administrative soit assurée d'une manière efficace et économique.

Article 26

Un règlement financier est établi par le Conseil.

CHAPITRE IX - STATUT JURIDIQUE

Article 27

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle jouit de la capacité juridique nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs, et en particulier de la capacité, selon les lois de l'Etat :

a) de contracter; b) d'acquérir des biens meubles et immeubles et d'en disposer; c) de recevoir et de dépenser des fonds publics et privés; d) d'ester en justice.

Article 28

1. L'Organisation jouira des privilèges et immunités qui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

2. Les représentants des Etats membres, le Directeur général, le Directeur général adjoint et le personnel de l'Administration jouiront également des privilèges et immunités nécessaires au libre exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.

3. Ces privilèges et immunités seront définis dans des accords entre l'Organisation et les Etats concernés ou par d'autres mesures prises par ces Etats.

CHAPITRE X - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29

1. A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente Constitution ou dans les règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif, toutes les décisions du Conseil, du Comité exécutif et de tous les sous-comités sont prises à la majorité simple.

2. Les majorités prévues par les dispositions de la présente Constitution ou des règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif s'entendent des membres présents et votants.

3. Un vote n'est valable que si la majorité des membres du Conseil, du Comité exécutif ou du sous-comité intéressé est présente.

Article 30

1. Les textes des amendements proposés à la présente Constitution seront communiqués par le Directeur général aux gouvernements des Etats membres trois mois au moins avant qu'ils soient examinés par le Conseil.

2. Les amendements entreront en vigueur lorsqu'ils auront été adoptés par les deux tiers des membres du Conseil et acceptés par les deux tiers des Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, étant entendu, toutefois, que les amendements entraînant de nouvelles obligations pour les membres n'entreront en vigueur pour un membre déterminé que lorsque ce membre aura accepté de tels amendements.

Article 31

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente Constitution qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, sera déféré à la Cour internationale de Justice conformément au Statut de ladite Cour, à moins que les Etats membres intéressés ne conviennent d'un autre mode de règlement dans un délai raisonnable.

Article 32

Sous réserve de l'approbation des deux tiers des membres du Conseil, l'Organisation peut reprendre de toute autre organisation ou institution internationale dont les objectifs ressortissent au domaine de l'Organisation, les activités, ressources et obligations qui pourraient être fixées par un accord international ou un arrangement convenu entre les autorités compétentes des organisations respectives.

Article 33

Le Conseil peut, par une décision prise à la majorité des trois quarts de ses membres, prononcer la dissolution de l'Organisation.

Article 34*

Le présent Acte constitutif entrera en vigueur, pour les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui l'auront accepté, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, le jour de la première réunion dudit Comité après que :

- a) les deux tiers au moins des membres du Comité et
- b) un nombre de membres versant au moins 75 pour cent des contributions à la partie administrative du budget,

auront notifié au Directeur leur acceptation dudit Acte.

Article 35*

Les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, n'auront pas notifié au Directeur leur acceptation dudit Acte, peuvent rester membres du Comité pendant une année à partir de cette date, s'ils apportent une contribution aux dépenses d'administration du Comité conformément aux termes de l'alinéa 2 de l'article 25; ils conservent pendant cette période le droit d'accepter l'Acte constitutif.

Article 36

Les textes français, anglais et espagnol de la présente Constitution sont considérés comme également authentiques.

* Les articles 34 et 35 ont été mis en oeuvre lors de l'entrée en vigueur de la Constitution le 30 novembre 1954.

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

GENÈVE, SUISSE

le 4 juin 1987

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la cinquante-cinquième session (extraordinaire) du Conseil tenue à Genève le 20 mai 1987 et au cours de laquelle les amendements proposés à l'Acte constitutif du Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM) furent examinés.

Le Conseil, dans sa résolution No 724 (LV), a adopté par consensus les amendements proposés à l'Acte constitutif et j'ai le plaisir de vous remettre ci-joint un exemplaire de cette résolution dont l'annexe contient le texte des amendements qui ont été soulignés à des fins pratiques pour en faciliter l'identification. Ces amendements, en particulier ceux relatifs au Préambule et au Chapitre I (Objectifs et Fonctions), ainsi que le changement de nom du Comité en Organisation internationale pour les migrations, témoignent de la reconnaissance du caractère global de notre mandat et de nos activités et constituent de ce fait un développement de la plus haute importance pour l'avenir de notre organisation.

Aux termes de l'article 29, alinéa 2, de notre Acte constitutif, l'entrée en vigueur de ces amendements est désormais sujette à leur acceptation par les deux tiers des gouvernements membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Le Conseil, dans sa résolution No. 724 (LV), a invité les gouvernements membres à accepter ces amendements dès que possible et à m'en informer en conséquence. C'est pourquoi, j'ai l'honneur de prier votre Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires à l'acceptation de ces amendements, permettant ainsi leur entrée en vigueur à une date aussi rapprochée que possible.

../. ..

Son Excellence le Ministre des Affaires
étrangères
Ministère des Affaires étrangères
Palazzo Farnesina
ROME
ITALIE

Je suis persuadé que je pourrai compter sur le soutien de votre Gouvernement dans cette tâche qui permettra à notre Organisation de disposer d'un cadre juridique approprié pour faire face à ses responsabilités internationales.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.



James L. Carlin

TRADUZIONE NON UFFICIALE

COMITATO INTERGOVERNATIVO PER LE MIGRAZIONI

55° Sessione straordinaria del Consiglio

MC/1555 - 20 maggio 1987

RISOLUZIONE N. 724 (LV)**EMENDAMENTI ALL'ATTO ISTITUTIVO**

(approvata dal Consiglio nella sua 364° seduta, il 20 maggio 1987)

Il Consiglio

Rammentando che l'Atto istitutivo del Comitato è stato approvato il 19 ottobre 1953 ed è entrato in vigore il 30 novembre 1954,

Consapevole della necessità di emendare l'Atto istitutivo affinché il Comitato possa disporre di un ambito legale adeguato per far fronte alle sue responsabilità internazionali,

Richiamando la Risoluzione n. 698 (LII) del 21 novembre 1985 con la quale il Consiglio decise di istituire un gruppo di lavoro aperto con la partecipazione di rappresentanti dei governi membri interessati, per esaminare le proposte di emendamenti dell'Atto istitutivo del Comitato presentate dall'Amministrazione e dai Governi membri e formulare raccomandazioni in tal senso,

Richiamando inoltre la Risoluzione del Consiglio N. 712 (LIV) del 26 novembre 1986 che autorizza il Direttore Generale, qualora lo ritenga opportuno, a convocare i governi membri in sessione straordinaria del Consiglio, per adottare le misure necessarie riguardo agli emendamenti proposti dello Atto istitutivo,

Avendo ricevuto ed esaminato le proposte di emendamenti contenute nel rapporto del Gruppo di lavoro presentato dal Direttore Generale (MC 1554),

Notando che il disposto dell'art. 29, comma 1, dell'Atto istitutivo, il quale stabilisce che i testi degli emendamenti proposti nell'Atto istitutivo debbono essere comunicati ai governi membri almeno tre mesi prima del loro esame da parte del Consiglio, è stato debitamente osservato,

Considerando che gli emendamenti proposti non comportano nuovi obblighi per i membri,

Agendo in conformità con l'articolo 29, comma 2, dell'Atto istitutivo,

Approva gli emendamenti apportati all'Atto istitutivo così come sono indicati nell'annesso alla presente risoluzione*, i testi francese, inglese e spagnolo essendo ugualmente autentici;

Invita i governi membri ad accettare, non appena possibile, tali emendamenti, in conformità con le loro rispettive norme costituzionali e ad informarne in merito il Direttore Generale.

* Gli emendamenti sono sottolineati per finalità pratiche nell'annesso.

ANNESSO

COSTITUZIONE

DELLA

ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE

PER LE MIGRAZIONI.

C O S T I T U Z I O N E *

PREAMBOLO

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

RICHIAMANDO

la risoluzione approvata il 5 dicembre 1951 dalla Conferenza delle migrazioni di Bruxelles,

RICONOSCENDO

che la erogazione, a livello internazionale, di servizi di migrazione è spesso necessaria per assicurare uno svolgimento ordinato dei movimenti di migrazione nel mondo, e per agevolare, alle condizioni più favorevoli, l'inserimento e l'integrazione dei migranti nella struttura economica e sociale del paese di accoglimento;

che analoghi servizi di migrazione possono inoltre rivelarsi necessari in caso di migrazioni temporanee, di migrazioni di rientro e di migrazioni intra-regionali;

che la migrazione internazionale include anche quella dei profughi, delle persone trasferite e di altre persone costrette ad abbandonare il loro paese, e che necessitano di servizi internazionali di migrazione;

che occorre promuovere la cooperazione degli Stati e delle Organizzazioni internazionali per facilitare l'emigrazione di persone desiderose di partire per paesi dove potranno, con il loro lavoro, sopperire alle proprie necessità e condurre una esistenza dignitosa, nel rispetto della persona umana, insieme alle loro famiglie;

che la migrazione può stimolare la creazione di nuove attività economiche nei paesi di accoglimento, e che esiste un rapporto tra la migrazione e le condizioni economiche, sociali e culturali dei paesi in via di sviluppo,

*Il presente testo incorpora nella Costituzione del 19 ottobre 1953 del Comitato intergovernativo per le migrazioni europee (denominazione anteriore della Organizzazione) gli emendamenti approvati il 20 maggio 1987 ed entrati in vigore il.....

che occorrerebbe tener conto dei fabbisogni dei paesi in via di sviluppo in materia di cooperazione e di altre attività internazionali inerenti alla migrazione,

che occorre promuovere la cooperazione degli Stati e delle Organizzazioni internazionali, governative e non governative, in materia di ricerca e di consultazioni sulle questioni migratorie, non solo per quanto riguarda il processo migratorio, ma anche la situazione e le specifiche esigenze del migrante in quanto essere umano

che i movimenti dei migranti dovrebbero, per quanto possibile, essere effettuati con regolari servizi di trasporto, salva la necessità, in talune circostanze, di ricorrere ad agevolazioni supplementari o diverse;

che una stretta cooperazione e coordinamento debbono esistere tra gli Stati, le Organizzazioni¹ internazionali, governative e non governative, per quanto riguarda le questioni migratorie e riguardanti i profughi,

la necessità di un finanziamento internazionale delle attività correlate alla migrazione internazionale,

ISTITUISCONO

L'ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE PER LE MIGRAZIONI, qui di seguito denominata l'Organizzazione, e

ACCETTANO LA PRESENTE COSTITUZIONE.

CAPITOLO I - SCOPI E FUNZIONI

Articolo 1

1. Gli scopi e le funzioni della Organizzazione sono:

a) di prendere ogni provvedimento utile per assicurare il trasferimento organizzato dei migranti che non godono di agevolazioni adeguate o che, altrimenti, non sarebbero in grado di partire senza una assistenza particolare, verso paesi dove esistono possibilità di una migrazione coordinata;

b) di occuparsi del trasferimento organizzato dei profughi, delle persone trasferite e di altre persone bisognose di servizi internazionali di migrazione, per le quali potrebbero essere stipulate intese tra l'Organizzazione e gli Stati interessati, compresi quelli che si impegnano ad accoglierli;

c) di fornire, a richiesta degli Stati interessati e con il loro accordo, servizi di migrazione quali il reclutamento, la selezione, la preparazione alla migrazione, i corsi di lingua, le attività di orientamento, gli esami medici, il collocamento, le attività che facilitano l'accoglimento e l'integrazione, nonché servizi di consulenza in materia migratoria, ed ogni altra assistenza inerente alle finalità dell'Organizzazione;

d) di fornire servizi analoghi, a richiesta degli Stati o in cooperazione con altre Organizzazioni internazionali interessate, per le migrazioni di rientro volontario, compreso il rimpatrio liberamente consentito,

e) di offrire agli Stati, nonché alle Organizzazioni internazionali, ed altre Organizzazioni, una istanza per scambi di vedute e di esperienze, nonché per la promozione della cooperazione e del coordinamento degli sforzi internazionali su questioni relative a migrazioni internazionali, compresi studi imperniati su tali questioni al fine di ricavare soluzioni a livello pratico.

2. L'Organizzazione, nell'adempimento delle sue funzioni, collabora strettamente con le Organizzazioni internazionali governative e non-governative interessate alle questioni di migrazione, di profughi e di risorse umane, per facilitare, tra l'altro, il coordinamento delle attività internazionali in detti settori. Tale cooperazione avverrà nella reciproca osservanza delle competenze delle Organizzazioni interessate.

3. L'Organizzazione riconosce che la questione dei criteri di ammissione ed il numero dei migranti da ammettere dipende dalla competenza nazionale degli Stati; essa, nell'adempimento delle sue funzioni, si adegua alle leggi ed ai regolamenti, nonché alla politica, degli Stati interessati.

CAPITOLO II - MEMBRI

Articolo 2

Sono membri dell'Organizzazione:

a) gli Stati che, in quanto membri della Organizzazione, hanno accettato la presente Costituzione, in base all'articolo 34, o cui si applica il disposto dell'art. 35;

b) gli altri Stati che hanno dato prova del loro interesse nei confronti del principio della libera circolazione delle persone e che si impegnano almeno a contribuire alle spese amministrative della Organizzazione con una partecipazione, il cui tasso sarà concordato tra il Consiglio e lo Stato interessato, subordinatamente ad ^{loro} una decisione del Consiglio adottata a maggioranza dei due terzi ed alla accettazione della presente Costituzione.

Articolo 3

Ogni Stato membro può notificare il proprio ritiro dalla Organizzazione con effetto a decorrere dalla fine dell'esercizio in corso. Detta notifica deve essere comunicata per iscritto e pervenire al Direttore Generale dell'Organizzazione almeno quattro mesi prima della fine dell'esercizio in corso. Gli obblighi finanziari nei confronti della Organizzazione, di uno Stato membro che abbia notificato il proprio ritiro, si applicheranno alla totalità dell'esercizio durante il quale la notifica è stata comunicata.

Articolo 4

1. Se uno Stato membro non adempie ai suoi obblighi finanziari nei confronti della Organizzazione per due esercizi finanziari consecutivi, il Consiglio può, con decisione adottata a maggioranza dei due terzi, sospendere il diritto di voto, nonché i servizi di cui detto Stato membro beneficia, interamente o in parte. Il Consiglio ha facoltà di ripristinare tale diritto di voto e tali servizi con una decisione adottata a maggioranza semplice.

2. Ogni Stato membro può essere sospeso dalla sua qualità di membro per decisione del Consiglio, adottata a maggioranza dei due terzi se detto Stato trasgredisce in maniera continua i principi della presente Costituzione. Il Consiglio ha facoltà di ripristinare tale qualità di membro con decisione presa a maggioranza semplice.

CAPITOLO III - ORGANI

Articolo 5

Gli organi dell'Organizzazione sono:

- a) il Consiglio;
- b) il Comitato esecutivo;
- c) l'Amministrazione

CAPITOLO IV - CONSIGLIO

Articolo 6

Le funzioni del Consiglio, oltre a quelle indicate in altre norme della presente Costituzione, sono le seguenti:

- a) determinare la politica della Organizzazione;
- b) esaminare i rapporti, approvare e dirigere la gestione del Comitato esecutivo;
- c) esaminare i rapporti, approvare e dirigere la gestione del Direttore generale ;
- d) esaminare ed approvare il programma, il bilancio preventivo, le spese ed i conti dell'Organizzazione;
- e) adottare ogni altro provvedimento per conseguire le finalità dell'Organizzazione.

Articolo 7

1. Il Consiglio è composto da rappresentanti degli Stati membri.
2. Ciascun Stato membro nomina un rappresentante nonché i supplenti ed i consiglieri che ritiene necessari.
3. Ciascun Stato membro dispone di un voto nel Consiglio.

Articolo 8

Il Consiglio può ammettere Stati non membri ed Organizzazioni internazionali governative o non-governative, che si occupano di migrazione, di profughi o di risorse umane, come osservatori alle proprie riunioni, a richiesta degli stessi, a condizioni che possono essere fissate dal regolamento del Consiglio. Tali osservatori non avranno diritto di voto.

Articolo 9

1. Il Consiglio si riunisce in sessione ordinaria una volta l'anno.
2. Il Consiglio si riunisce in sessione straordinaria a richiesta:
 - a) del terzo dei suoi membri;
 - b) del Comitato esecutivo;
 - c) del Direttore Generale o del Presidente del Consiglio, in casi urgenti.
3. All'inizio di ogni sessione ordinaria, il Consiglio elegge un Presidente e gli altri membri dell'ufficio, il cui mandato è di un anno.

Articolo 10

Il Consiglio può istituire ogni sotto-comitato necessario all'adempimento delle sue funzioni.

Articolo 11

Il Consiglio adotta il proprio regolamento.

CAPITOLO V - COMITATO ESECUTIVO

Articolo 12

Le funzioni del Comitato esecutivo sono le seguenti:

- a) esaminare e rivedere la politica, i programmi e le attività della Organizzazione, i rapporti annui del Direttore Generale ed ogni altro rapporto speciale;
- b) esaminare tutte le questioni finanziarie o di bilancio che sono di competenza del Consiglio;

- c) prendere in considerazione ogni questione specificamente presentata dal Consiglio, compresa la revisione del bilancio preventivo, ed adottare a tale proposito i provvedimenti che si rivelassero necessari;
- d) consigliare il Direttore generale su ogni questione da questi eventualmente sottoposta;
- e) prendere, negli intervalli tra le sessioni del Consiglio, ogni decisione urgente relativa a questioni che appartengono alla sfera di competenza del Consiglio, . . . decisioni che saranno sottoposte alla approvazione di quest'ultimo nella sessione successiva;
- f) presentare al Consiglio o al Direttore Generale, di sua iniziativa, pareri o proposte;
- g) trasmettere al Consiglio dei rapporti, e, se del caso, delle raccomandazioni riguardo alle questioni trattate.

Articolo 13

1. Il Comitato esecutivo è composto dai rappresentanti di nove Stati membri. Detto numero può essere accresciuto per decisione del Consiglio adottata a maggioranza dei due terzi, a condizione che non superi il terzo del numero totale dei membri dell'Organizzazione.

2. I predetti Stati membri sono ^{eletti} dal Consiglio per due anni e sono rieleggibili.

3. Ciascun membro del Comitato esecutivo nomina un rappresentante nonché i supplenti ed i consiglieri che reputa necessari.

4. Ciascun membro del Comitato esecutivo dispone di un voto.

Articolo 14

1. Il Comitato esecutivo si riunisce almeno una volta l'anno. Esso si riunirà, à seconda delle necessità, per svolgere le sue funzioni, a richiesta:

- a) del suo presidente;
- b) ~~del Consiglio;~~
- c) del Direttore generale dopo consultazione del presidente del Consiglio;
- d) della maggioranza dei suoi membri.

Articolo 15

Il Comitato esecutivo può con riserva di un eventuale riesame da parte del Consiglio, istituire ogni sotto-comitato necessario all'adempimento delle sue funzioni.

Articolo 16

Il Comitato esecutivo adotta il proprio regolamento.

CAPITOLO VI - AMMINISTRAZIONE

Articolo 17

L'Amministrazione comprende un Direttore generale, un Vice-Direttore generale, nonché il personale stabilito dal Consiglio.

Articolo 18

1. Il Direttore generale ed il Vice-Direttore Generale sono eletti dal Consiglio a maggioranza dei due terzi e potranno essere rieletti. La durata del loro mandat sarà di regola di cinque anni, ma potrà essere inferiore, in casi eccezionali, qualora il Consiglio così decida a maggioranza dei due terzi. Essi adempiono alle loro funzioni conformemente ai termini di contratti approvati dal Consiglio e firmati, a nome della Organizzazione, dal Presidente del Consiglio.

2. Il Direttore generale è responsabile davanti al Consiglio ed al Comitato esecutivo. Egli amministra e gestisce i servizi dell'Organizzazione in osservanza della presente Costituzione, della politica generale e delle decisioni del Consiglio e del Comitato esecutivo, nonché dei regolamenti da essi adottati, e formula proposte in vista dei provvedimenti che il Consiglio deve adottare.

Articolo 19

Il Direttore generale nomina il personale dell'Amministrazione in conformità con lo statuto del personale adottato dal Consiglio.

Articolo 20

1. Nell'adempimento dei loro doveri, il Direttore generale, il Vice-Direttore generale ed il personale non debbono né sollecitare, né accettare istruzioni da alcun Stato o autorità esterna alla Organizzazione. Essi debbono astenersi da ogni atto incompatibile con la loro posizione di funzionari internazionali.
2. Ciascun Stato membro si impegna a rispettare la natura esclusivamente internazionale delle funzioni del Direttore generale, del Vice-Direttore generale e del personale, e a non tentare di influenzarli nella esecuzione del loro compito.
3. Ai fini del reclutamento e dell'impiego del personale, debbono essere considerati come requisiti di base la capacità, la competenza e le doti di integrità; tranne che in circostanze particolari, il personale deve essere reclutato tra i cittadini degli Stati membri della Organizzazione, tenendo conto del principio di una equa ripartizione geografica.

Articolo 21

Il Direttore Generale assiste, o si fa rappresentare dal Vice Direttore generale o altro funzionario incaricato a tutte le sessioni del Consiglio, del Comitato esecutivo e dei sotto-comitati. Il Direttore generale, o suo rappresentante incaricato, può partecipare ai dibattiti, senza diritto di voto.

Articolo 22

Durante la sessione ordinaria del Consiglio successiva al termine di ogni esercizio finanziario, il Direttore Generale presenta al Consiglio, per il tramite del Comitato esecutivo, un rapporto sui lavori della Organizzazione, fornendo un resoconto completo delle sue attività durante l'anno trascorso.

CAPITOLO VII - SEDE

Articolo 23

1. La sede dell'Organizzazione è a Ginevra. Il Consiglio può decidere, con una votazione a maggioranza dei due terzi, di trasferire la propria sede in altro luogo.

2. Le riunioni del Consiglio e del Comitato esecutivo si svolgono a Ginevra, a meno che due terzi dei membri del Consiglio, o rispettivamente del Consiglio esecutivo, non abbiano deciso di riunirsi altrove.

CAPITOLO VIII - FINANZE

Articolo 24

Il Direttore generale sottopone al Consiglio, per il tramite del Comitato esecutivo, un bilancio preventivo annuo che comprende le spese amministrative e quelle relative alle sue attività, i profitti previsti, le previsioni supplementari in caso di necessità, ed i conti annui o speciali dell'Organizzazione.

Articolo 25

1. Le risorse necessarie per le spese dell'Organizzazione sono rappresentate:

a) per quanto riguarda la parte amministrativa del bilancio preventivo, da contributi in numerario degli Stati membri, che saranno dovuti all'inizio dello esercizio finanziario cui si riferiscono e che dovranno essere versati senza ritardo;

b) per quanto riguarda la parte del bilancio preventivo concernente le attività dell'Organizzazione, da contributi in numerario, in natura o sotto forma di servizi degli Stati membri, di altri Stati, di organizzazioni internazionali, governative o non-governative, di altri enti giuridici o persone private, i quali contributi saranno saldati non appena possibile e per intero anteriormente alla scadenza dell'esercizio finanziario cui si riferiscono.

2. Ogni Stato membro deve versare alla parte amministrativa del bilancio preventivo dell'Organizzazione, una quota il cui tasso sarà concordato tra il Consiglio e lo Stato membro interessato.
3. I contributi alle spese operative dell'Organizzazione sono volontari ed ogni partecipante alla parte del bilancio preventivo relativa alle attività, può concordare con l'Organizzazione i termini e le condizioni d'impiego dei suoi contributi in conformità con gli obiettivi e le funzioni dell'Organizzazione.
4. a) Le spese di amministrazione in sede, e tutte le altre spese amministrative, tranne quelle effettuate ai fini delle funzioni di cui al comma 1 c) e d) dell'articolo 1, saranno imputate sulla parte amministrativa del bilancio preventivo;
- b) le spese operative, nonché le spese amministrative effettuate ai fini delle funzioni di cui al comma 1 c) e d) dell'articolo 1 saranno imputate sulla parte del bilancio preventivo relativo alle attività.
5. Il Consiglio vigilerà affinché la gestione amministrativa sia assicurata in maniera efficace ed economica.

Articolo 26

Il Consiglio fissa un regolamento finanziario.

CAPITOLO IX - STATUTO GIURIDICO

Articolo 27

L'Organizzazione ha personalità giuridica. Essa gode della capacità giuridica necessaria per esercitare le proprie funzioni e conseguire i suoi scopi, e segnatamente della capacità, secondo la legislazione dello Stato: a) di stipulare contratti; b) di acquistare beni mobili ed immobili e di disporne; c) di ricevere e di spendere fondi pubblici e privati; d) di adire in giudizio.

Articolo 28

1. L'Organizzazione godrà dei privilegi ed immunità che sono necessari per svolgere le proprie funzioni e conseguire i suoi scopi.

2. I rappresentanti degli Stati membri, il Direttore generale, il Vice-Direttore generale ed il personale dell'Amministrazione godranno altresì dei privilegi e delle immunità necessarie al libero esercizio delle loro funzioni inerenti alla Organizzazione.

3. Detti privilegi ed immunità saranno definiti in accordi tra l'Organizzazione e gli Stati interessati, o attraverso altri provvedimenti adottati da detti Stati.

CAPITOLO X - DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 29

1. A meno che ciò non sia diversamente disposto nella presente Costituzione o nei regolamenti stabiliti dal Consiglio o dal Comitato esecutivo, tutte le decisioni del Consiglio, del Comitato esecutivo e di tutti i sotto-comitati sono prese a maggioranza semplice.

2. Le maggioranze previste dalle disposizioni della presente Costituzione o dai regolamenti stabiliti dal Consiglio o dal Comitato esecutivo si intendono dei membri presenti e votanti.

3. Un voto è valido solamente se è presente la maggioranza dei membri del Consiglio, del Comitato esecutivo o del sotto-comitato interessato.

Articolo 30

1. I testi degli emendamenti proposti alla presente Costituzione saranno comunicati dal Direttore generale ai governi degli Stati membri almeno tre mesi prima di essere esaminati dal Consiglio.

2. Gli emendamenti entreranno in vigore quando saranno stati approvati da due terzi dei membri del Consiglio ed accettati dai due terzi degli Stati membri, in conformità con le loro rispettive norme costituzionali, rimanendo peraltro inteso che gli emendamenti i quali comportano nuovi obblighi per i membri entreranno in vigore per un determinato membro solo se tale membro abbia accettato i predetti emendamenti.

Articolo 31

Ogni controversia la quale riguardi l'interpretazione o l'applicazione della presente Costituzione, la quale non sia stata regolata per via negoziale o da una decisione del Consiglio, presa a maggioranza dei due terzi, sarà deferita alla Corte Internazionale di Giustizia in conformità con lo statuto di detta Corte, a meno che gli Stati membri interessati non convengano di altra modalità di composizione entro un termine ragionevole.

Articolo 32

Subordinatamente alla approvazione di due terzi dei membri del Consiglio, l'Organizzazione può rilevare da ogni altra organizzazione o ente internazionale le cui finalità appartengano alla competenza della Organizzazione, le attività, risorse ed obblighi che potrebbero essere stabiliti da un accordo internazionale o da un'intesa concordata tra le Autorità competenti delle rispettive Organizzazioni.

Articolo 33

Il Consiglio può, con decisione adottata a maggioranza dei tre quarti dei suoi membri, decretare lo scioglimento dell'Organizzazione.

Articolo 34*

Il presente Atto istitutivo entrerà in vigore, per i governi membri del Comitato intergovernativo per le migrazioni europee che lo avranno accettato, conformemente alle loro rispettive norme costituzionali, il giorno della prima riunione di detto Comitato, dopo che:

- a) i due terzi almeno dei membri del Comitato,
- b) una parte dei membri che versano almeno il 75 per cento dei contributi alla parte amministrativa del bilancio preventivo,

abbiano notificato al Direttore la loro accettazione del predetto Atto.

Articolo 35*

I Governi membri del Comitato intergovernativo per le migrazioni europee i quali, alla data di entrata in vigore del presente Atto costitutivo, non abbiano notificato al Direttore la loro accettazione di tale Atto, possono rimanere membri del Comitato per un anno a decorrere da tale data, se contribuiscono alle spese amministrative del Comitato ai sensi del comma 2 dell'articolo 25; per tutto questo periodo essi conservano il diritto di accettare l'Atto costitutivo.

Articolo 36

I testi francese, inglese e spagnolo della presente Costituzione sono considerati come ugualmente autentici.

* Gli articoli 34 e 35 sono stati applicati al momento dell'entrata in vigore della Costituzione, il 30 novembre 1954.

COMITATO INTERGOVERNATIVO PER LE MIGRAZIONI

IL DIRETTORE GENERALE

Ginevra, Svizzera

il 4 giugno 1987

Signor Ministro,

Ho l'onore di riferirmi alla 55° sessione (straordinaria) del Consiglio svoltasi a Ginevra il 20 maggio 1987, durante la quale furono esaminati gli emendamenti proposti all'Atto istitutivo del Comitato intergovernativo per le migrazioni (CIM).

Il Consiglio, nella sua Risoluzione N. 724 (LV) , ha approvato per consenso gli emendamenti proposti all'Atto istitutivo, ed ho il piacere di unirle in allegato una copia di detta risoluzione, il cui Annesso contiene il testo degli emendamenti , i quali sono stati sottolineati per finalità pratiche al fine di agevolarne l'individuazione. Tali emendamenti, segnatamente quelli relativi al Preambolo ed al Capitolo I (Scopi e Funzioni), nonché il cambiamento della denominazione del Comitato in "Organizzazione Internazionale per le migrazioni", costituiscono la prova del riconoscimento della natura globale del nostro mandato e delle nostre attività e rappresentano uno sviluppo della massima importanza per l'avvenire della nostra Organizzazione.

Ai sensi dell'articolo 29, comma 2, del nostro Atto istitutivo, l'entrata in vigore di detti emendamenti è d'ora in poi subordinata alla loro accettazione da parte dei due terzi dei Governi membri, in conformità con le loro rispettive norme costituzionali. Il Consiglio, nella sua Risoluzione N. 724 (LV) ha invitato i Governi membri ad accettare non appena possibile detti emendamenti e ad informarmi in merito. Ho quindi l'onore di invitare il Suo Governo a prendere tutti i provvedimenti necessari alla accettazione di tali emendamenti, cosicché possano entrare in vigore ad una data la più ravvicinata possibile.

S.E. il Ministro degli Affari Esteri
Ministero degli Affari Esteri
R O M A

Sono certo di poter contare sull'appoggio del Suo Governo per questo compito, grazie al quale la nostra Organizzazione potrà disporre di un adeguato ambito giuridico per far fronte alle proprie responsabilità internazionali.

Voglia gradire, Signor Ministro, i sensi della mia alta considerazione.

(James L. Carlin).